

**Assemblée générale**

Distr. générale
15 mai 2008
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Points 140 et 152 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies****Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria****Mission des Nations Unies au Libéria : rapport
sur l'exécution du budget de l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 et projet de budget
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009****Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

Crédit ouvert pour 2006/07	714 613 300
Dépenses de 2006/07	676 202 000
Solde inutilisé de 2006/07	38 411 300
Crédit ouvert pour 2007/08 ^a	688 330 600
Dépenses prévues pour 2007/08 ^a	670 420 287
Montant prévu du solde inutilisé pour 2007/08 ^a	17 910 313
Projet de budget du Secrétaire général pour 2008/09	603 708 000
Recommandation du Comité consultatif pour 2008/09	603 708 000

^a Prévisions au 31 mars 2008 (voir annexe I).



I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires recommande l'approbation du projet de budget présenté par le Secrétaire général pour la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.
2. Dans son rapport d'ensemble sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/62/781), le Comité consultatif donne ses vues et ses recommandations sur certaines questions qui concernent l'ensemble des opérations. Aussi ne traite-t-il dans le présent document que des ressources de la MINUL et des autres éléments qui la concerne directement.
3. La liste des documents sur lesquels le Comité consultatif s'est fondé pour examiner le financement de la MINUL figure à la fin du présent rapport.

II. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007

4. Le montant brut des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 60/276, pour le fonctionnement de la Mission au cours de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 (exercice 2006/07) s'élevait au total à 714 613 300 dollars (montant net 704 321 400 dollars). Le montant brut des dépenses engagées au cours de cet exercice a atteint 676 202 000 dollars (montant net 665 151 700 dollars).
5. Le montant brut du solde inutilisé s'est élevé à 38 411 300 dollars (montant net 39 169 700 dollars), ce qui représente 5,4 % des crédits ouverts et tient compte d'économies d'un montant de 12 755 200 dollars au titre des militaires et du personnel de police et de 32 161 400 dollars au titre des dépenses opérationnelles. On trouvera aux paragraphes 11 à 46 du rapport sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice 2006/07 (A/62/648) une analyse des écarts.
6. Les économies réalisées sont imputables principalement aux facteurs ci-après :
 - a) *Contingents (9 311 900 dollars)*

Rapatriement anticipé de militaires de trois unités et décision prise par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1694 (2006) de réduire de 125 hommes des effectifs de la composante militaire et d'augmenter d'autant l'effectif autorisé de la composante police civile;
 - b) *Police des Nations Unies (9 491 500 dollars)*

Reconfiguration de la composante police civile dans les limites de l'effectif autorisé de 1 240 membres, qui s'est traduite par une réduction de 240 personnes, nombre de membres de la police des Nations Unies, tandis que l'effectif des unités de police constituées s'est accru d'autant, avec une réduction des ressources nécessaires pour l'indemnité de subsistance (missions);
 - c) *Personnel recruté sur le plan national (1 467 400 dollars)*

Recrutement plus lent que prévu;

d) Installations et infrastructures (12 186 900 dollars)

Réduction des dépenses prévues au titre des carburants et lubrifiants suite à la mise en opération du Système électronique de comptabilisation des carburants dans les missions, et réduction des dépenses au titre des pièces de rechange;

e) Transports terrestres (5 292 300 dollars)

Réduction des dépenses prévues au titre des carburants et lubrifiants suite à la mise en opération du Système électronique de comptabilisation des carburants dans les missions, et réduction des dépenses au titre des pièces de rechange de l'assurance et de la location de véhicules;

f) Transports aériens (6 874 700 dollars)

Déploiement avancé d'hélicoptères et de non-déploiement d'un avion accidenté;

g) Transmissions (5 212 100 dollars)

Rapatriement de membres du personnel militaire et diminution des dépenses au titre des services d'information, des pièces détachées et des communications par réseaux commerciaux;

h) Services médicaux (1 853 000 dollars)

Baisse des coûts afférents aux évacuations sanitaires primaires et secondaires;

i) Matériel spécial (2 170 900 dollars)

Rapatriement de trois unités militaires et acquisition en quantité moindre que prévue de matériel d'observation, les stocks étant suffisants.

7. Les économies réalisées ont été en partie contrebalancées par des dépassements imputables aux facteurs ci-après :

a) Unités de police constituées (6 142 400 dollars)

Augmentation de 365 membres de l'effectif de ces unités;

b) Personnel recruté sur le plan international (8 090 200 dollars)

Révision des barèmes des traitements, taux de vacance de postes inférieur aux prévisions, et inscription à notre rubrique des dépenses liées aux mesures de sécurité applicables au domicile qui étaient précédemment inscrites à la rubrique Installations et infrastructures;

c) Voyages (922 300 dollars)

Absence de crédits dans le budget de l'exercice 2006/07 au titre des frais de voyage à l'intérieur de la zone de la Mission;

d) Fournitures, services et matériel divers (1 094 200 dollars)

Pertes de change, des frais bancaires et d'autres services.

8. On trouvera dans les paragraphes ci-après, relatifs au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juin 2008 au 30 juin 2009 (exercice 2008/09) (A/62/764), les observations du Comité consultatif sur les informations présentées dans le rapport sur l'exécution du budget (A/62/648) au titre de divers objets de dépenses.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

9. Le Comité consultatif a été informé qu'au 29 février 2008, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer la MINUL depuis sa création s'établissait 3 446 261 000 dollars. Les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 3 032 183 000 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 414 078 000 dollars. Au 24 mars 2008, le solde de trésorerie de la Mission se montait à 400 600 000 dollars. Après déduction de la réserve de fonctionnement de 95 205 900 dollars pour trois mois, il restait 305 394 100 dollars, soit un montant suffisant pour procéder à de nouveaux remboursements aux pays fournisseurs de contingents lors de la prochaine échéance, en juin 2008.

10. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 décembre 2007, les montants dus au titre du remboursement des dépenses afférentes aux contingents et du matériel appartenant aux contingents s'élevaient respectivement à 31 750 000 dollars et 27 666 000 dollars. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, 89 demandes d'indemnisation avaient donné lieu à des versements d'un montant total de 3 371 900 dollars depuis la création de la Mission; 17 demandes étaient en instance de règlement et les engagements non réglés s'élevaient à 1 951 400 dollars. **Le Comité espère que ces demandes d'indemnisation seront réglées sans tarder.**

11. Le Comité consultatif a été informé qu'au 31 mars 2008, le tableau d'effectifs de la MINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 (exercice 2007/08) se présentait comme suit :

	<i>Nombre de postes autorisés^a</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>	<i>Taux de vacance de postes (pourcentage)</i>
Observateurs militaires	215	196	9
Contingents	14 060	12 242	13
Police des Nations Unies	635	546	14
Unités de police constituées	605	602	0
Personnel recruté sur le plan international	568	503	11
Personnel recruté sur le plan national	983	929	5
Volontaires des Nations Unies	259	236	9

^a Effectif autorisé le plus élevé.

12. Le Comité consultatif a reçu un tableau des dépenses effectives et prévues de l'exercice 2007/08, avec des explications concernant les écarts (voir annexe I). Au 31 mars 2008, les dépenses s'élevaient à 476 413 293 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait atteindre 670 420 287 dollars, contre des crédits de 688 330 600 dollars, ce qui laisserait un solde inutilisé de 17 910 313 dollars.

13. Le Comité consultatif note que le solde inutilisé prévu tient compte des économies projetées principalement aux rubriques Militaires et personnel de police, Personnel recruté sur le plan international et Dépenses opérationnelles. Les explications concernant les écarts figurent à l'annexe I du présent rapport.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009

A. Mandat et résultats prévus

14. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de la MINUL dans sa résolution 1509 (2003). Dans sa résolution 1777 (2007) du 20 septembre 2007, il l'a prorogé jusqu'au 30 septembre 2008.

15. Le Comité note qu'avec l'achèvement de la phase de consolidation en décembre 2007, la MINUL est entrée dans la phase de réduction progressive des effectifs du processus de consolidation, de réduction des effectifs et de retrait de la MINUL que le Secrétaire général a proposé dans son dixième rapport au Conseil de sécurité (S/2006/159). Dans sa résolution 1777 (2007), le Conseil a approuvé les recommandations du Secrétaire général tendant à une réduction progressive des composantes militaire et de police, à savoir une réduction de 2 450 membres du personnel militaire au cours de la période allant d'octobre 2007 à septembre 2008 et une réduction de 498 membres de la police au cours de la période allant d'avril 2008 à décembre 2010. Le Comité note également que le rythme du processus de réduction des effectifs de la Mission est lié aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs clefs énoncés au paragraphe 66 du quinzième rapport du Secrétaire général au Conseil (S/2007/479). En outre, les objectifs à atteindre lors de la phase de réduction progressive des effectifs de la MINUEE sont énoncés dans l'annexe I au dernier rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2008/183).

B. Ressources nécessaires

16. Le montant brut de l'enveloppe proposée dans le projet de budget de la MINUL pour l'exercice 2008/09 (A/62/764) s'élève à 603 708 000 dollars, soit une diminution de 84 622 600 dollars (12,3 %) par rapport au montant des crédits ouverts (688 330 600 dollars) pour 2007/08. On trouvera une analyse des écarts aux paragraphes 80 à 133 du projet de budget (A/62/764).

17. Ce budget doit couvrir le déploiement de 215 observateurs militaires, 11 602 militaires, 582 membres de la police des Nations Unies, 605 membres d'unités de police constituées, 549 personnes recrutées sur le plan international (dont 2 à des postes de temporaire), 1 049 agents recrutés sur le plan national (dont 2 à des postes de temporaire) et 251 Volontaires des Nations Unies.

1. Militaires et personnel de police

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2007/08^a</i>	<i>Effectif proposé pour 2008/09^b</i>	<i>Variation</i>
Observateurs militaires	215	215	–
Contingents	14 060	11 602	(2 458)
Police des Nations Unies	635	582	(53)
Unités de police constituées	605	605	–

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Voir également les paragraphes 19 à 21 ci-dessous.

18. Le budget proposé au titre du personnel militaire et de police pour l'exercice 2008/09 s'élève à 298 001 300 dollars, soit une réduction de 59 842 000 dollars (16,7 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2007/08.

19. Une réduction progressive des effectifs militaires, qui doivent passer de 215 (effectifs autorisés) à 128 d'ici au 31 mars 2009, est planifiée. Cette réduction se traduit globalement par un effectif moyen d'environ 152 observateurs militaires pendant l'exercice 2008/09. Un abattement pour délais de déploiement de 5 % a été appliqué pour calculer les prévisions de dépenses au titre des observateurs militaires.

20. La diminution des dépenses prévue au titre des contingents s'explique par la réduction progressive des effectifs de trois bataillons d'infanterie et de trois compagnies d'infanterie (2 458 soldats) à partir du mois d'octobre 2007 jusqu'au 30 septembre 2008, et est en partie contrebalancée par l'augmentation des crédits demandés au titre de l'indemnité de subsistance (missions) des officiers d'état-major. Les prévisions de dépenses concernant les contingents ont été calculées en appliquant un abattement de 2 % pour délais de déploiement.

21. La diminution des dépenses prévues au titre de la police des Nations Unies s'explique par une réduction progressive des effectifs qui doivent passer de 635 (effectif actuellement budgétisé) à 398 en janvier 2009. Les prévisions de dépenses ont été calculées en appliquant un abattement pour délais de déploiement de 5 %. L'augmentation des dépenses prévues au titre des unités de police constituées est imputable à l'achèvement du déploiement de leurs 605 membres.

2. Personnel civil

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé pour 2007/08</i>	<i>Effectif proposé pour 2008/09</i>	<i>Variation</i>
Personnel recruté sur le plan international	568	547	(21)
Personnel recruté sur le plan national	983	1 047	64
Volontaires des Nations Unies	259	251	(8)
Postes de temporaire	9	4	(5)

22. Les prévisions de dépenses au titre du personnel civil pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 s'élèvent à 115 293 900 dollars, ce qui représente une diminution de 1 796 600 dollars (1,5 %). La réduction des dépenses est imputable à une diminution nette de 21 postes de fonctionnaire recruté sur le plan international, 8 postes de Volontaire des Nations Unies et 5 postes de temporaire, et est contrebalancée en partie par la création de 64 postes au titre du personnel recruté sur le plan national. Des taux de vacance de postes de 10 % pour le personnel recruté sur le plan international et de 5 % pour le personnel recruté sur le plan national ont été appliqués pour le calcul des prévisions de dépenses.

Recommandation concernant les postes

23. La proposition visant à créer 51 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national tient compte de la transformation de 31 postes de vacataire en postes à la Section des transports (19 chauffeurs et 12 mécaniciens) et de la création de 20 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Bureau de la sécurité (15 postes de pompier et 5 postes de chauffeur de voiture de pompiers) (A/62/764, par. 40 et 42). Dans son rapport d'ensemble sur les aspects administratifs et budgétaires des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le Comité consultatif a accueilli favorablement les propositions du Secrétaire général visant à mettre fin à la pratique consistant à recourir aux services de vacataires pour exercer des fonctions de caractère continu (A/62/781, par. 36).

24. On trouvera dans l'annexe II au présent rapport un état récapitulatif des postes qu'il est proposé de transformer, de créer ou de supprimer. **Le Comité consultatif se félicite de la transformation de postes de fonctionnaire recruté sur le plan international en postes d'agent recruté sur le plan national, ce qui contribue au renforcement des capacités nationales. Le Comité recommande l'approbation des propositions du Secrétaire général.**

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

<i>Montant alloué pour 2007/08</i>	<i>Dépenses prévues pour 2008/09</i>	<i>Écart</i>
213 396 800	190 412 800	(22 984 000)

25. Le montant estimatif des ressources nécessaires au fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 accuse une diminution de 22 984 000 dollars (10,8 %) par rapport au crédit ouvert pour 2007/08.

26. Cette baisse est principalement imputable à la diminution des dépenses découlant de la réduction échelonnée de l'effectif de 2 458 membres des contingents (voir également par. 20) et se répartit comme suit :

- a) Installations et infrastructures (9 039 200 dollars);
- b) Transports terrestres (3 366 000 dollars)
- c) Transmissions (2 734 600 dollars);
- d) Services médicaux (2 550 700 dollars);
- e) Matériel spécial (1 249 700 dollars).

On mentionnera parmi d'autres facteurs la diminution des dépenses relatives aux transports aériens (5 690 300 dollars), contrebalancée en partie par une augmentation au titre de l'informatique (1 056 100 dollars) pour le remplacement de matériel.

Transports aériens

27. La diminution de 5 690 300 dollars pour 2008/09 est principalement imputable aux facteurs ci-après :

- a) Réduction de la flotte aérienne d'un hélicoptère de transport lourd MI-26;
- b) Diminution des besoins en carburant par suite de l'utilisation d'avions qui consomment peu de carburant, et diminution de 10 % du nombre d'heures de vol prévues;
- c) Suppression des vols mensuels consacrés expressément aux livraisons d'espèces.

28. La diminution totale des dépenses est contrebalancée en partie par la hausse des coûts de location et de fonctionnement de trois avions par suite du changement du type d'avions composant la flotte de la Mission :

- a) Un avion gros porteur de transport régional (Boeing 757-200);
- b) Un avion de transport régional (Beechcraft 1900D) capable d'atterrir sur des pistes courtes;
- c) Un avion de taille moyenne fret/passagers (Dash-7) à décollage et atterrissage courts.

29. Le Comité consultatif note que l'exploitation de l'avion gros porteur régional et de l'avion de transport régional a entraîné une hausse des dépenses contractuelles, mais devrait permettre de réaliser des économies, dans la mesure où ces deux avions, qui peuvent accueillir davantage de passagers, permettraient de réduire les dépenses liées au déploiement, à la relève et au rapatriement des contingents, ainsi que de fournir un appui à l'ONUCI et à d'autres missions, en fonction des besoins (A/62/764, par. 115).

Carburant

30. Le Comité consultatif note que la mise en application du Système électronique de comptabilisation des carburants dans les missions a permis de mieux contrôler la consommation de carburants et de mieux les gérer (A/62/648, par. 32 et 35). Dans son précédent rapport sur la MINUL (A/61/852/Add.7, par. 33), le Comité avait demandé qu'une évaluation des gains d'efficacité ainsi réalisés figure dans le prochain projet de budget. À cet égard, le Comité a été informé que le système était opérationnel dans 12 emplacements, et que les 8 autres emplacements devaient être opérationnels d'ici au 31 juillet 2008. Le Comité a également été informé que des économies d'un montant estimatif de 1,2 million de dollars avaient été réalisées au 31 mars 2008 et que l'on prévoyait que le montant total des économies réalisées pour 2007/08 serait de 1,6 million de dollars.

31. Le Comité consultatif note que les gains d'efficacité réalisés grâce à une meilleure gestion du carburant a contribué à la diminution des dépenses à cette rubrique. Sur sa demande, le Comité a été informé que le gonflement des prévisions budgétaires était également un facteur majeur de la sous-estimation

des dépenses de carburant. À cet égard, le Comité a été informé que la Mission avait eu la visite d'une équipe budgétaire du Siège, au titre de l'initiative Abacus, durant l'établissement du budget pour 2008/09.

Projets à effet rapide

32. Un montant de 1 million de dollars pour les projets à effet rapide est demandé dans le budget pour 2008/09, soit le même montant que celui du crédit ouvert pour 2007/08. Au total, 45 projets sont envisagés (A/62/764, par. 73 à 78).

33. Sur sa demande, le Comité a été informé qu'en 2007 un consultant indépendant avait effectué un examen de 287 projets réalisés au cours d'exercices antérieurs, d'un coût approximatif de 4 millions de dollars. Il en a été conclu que les projets à effet rapide renforçaient la sensibilisation aux activités de maintien de la paix de la MINUL et que, de manière générale, ces projets ne devraient pas se substituer aux mesures de redressement ou de développement menées par les organismes des Nations Unies, les gouvernements ou les organisations non gouvernementales. Le Comité a également été informé que ces petits projets avaient indirectement pour effet d'aider à renforcer la capacité des petites sociétés et associations à entreprendre des projets, avec le concours d'ingénieurs de la MINUL, et que cette initiative aiderait le Libéria à renforcer ses capacités et ses connaissances pratiques durant les années à venir. **Tout en reconnaissant que la Mission est dans la phase de réduction de ses effectifs, le Comité continue de juger utile l'exécution de projets à effet rapide et recommande en conséquence d'approuver le montant de 1 million de dollars demandé pour les projets à effet rapide dans le projet de budget de 2008/09.**

4. Divers

Présentation du budget

34. **Le Comité consultatif note que le projet de budget de la MINUL pour 2008/09 a été bien préparé et que l'on y a fait figurer des informations sur les activités d'autres entités des Nations Unies au Libéria (A/62/764, annexe II). Le Comité considère que ces informations sur les activités de telles entités sont utiles et facilitent une meilleure compréhension de l'intégration et de la coordination des activités de divers partenaires sur le terrain.**

Transfert de la responsabilité de la MINUL à l'équipe de pays des Nations Unies

35. Le Comité consultatif note que les apports escomptés de la part des organismes de développement iront en augmentant progressivement durant la période d'après conflit. **Ayant à l'esprit l'achèvement de la consolidation, la phase actuelle de réduction des effectifs et le retrait futur de la MINUL du Libéria, le Comité souhaite souligner les rôles et responsabilités qui incombent à l'équipe de pays des Nations Unies s'agissant d'assumer progressivement les fonctions exécutées par la MINUL, de manière à assurer une transition sans heurt de la phase de redressement à celle du développement.** À cet égard, le Comité a été informé que la MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies avaient mis en place conjointement le processus de planification intégrée des missions en 2006, conformément aux directives révisées du Secrétaire général sur le processus de planification intégrée des missions, et que, parallèlement, la MINUL avait établi des objectifs clefs aux

fins de la consolidation, de la réduction échelonnée des effectifs et du processus de transfert, conformément au mandat du Conseil de sécurité. Ces objectifs clefs ont été inclus dans le processus de planification intégrée des missions.

Formation du personnel recruté sur le plan national

36. Le Comité consultatif note l'exécution par la MINUL d'un projet de renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national, dans le cadre duquel 120 personnes feront l'objet d'une évaluation et recevront une formation professionnelle dans 10 domaines de compétence, tandis que 60 membres du personnel administratif recevront une formation dans leur domaine d'activité (A/62/764, par. 56). Le Comité a été informé que les activités de formation entreprises en 2008/09 viseraient à ce que 82 % des stagiaires soient des personnes recrutées sur le plan national. Le Comité a en outre été informé que, depuis 2006, 75 membres du personnel recruté sur le plan national étaient à présent des Volontaires des Nations Unies, que 8 avaient été sélectionnés pour des postes de personnel recruté sur le plan international et que 15 avaient été temporairement détachés auprès d'autres missions. **Le Comité consultatif loue ces efforts de renforcement des capacités nationales.**

Principaux indicateurs de résultats

37. Le Comité consultatif note une initiative prise par le personnel de direction de la MINUL en vue d'élaborer des indicateurs de résultat qui permettent de représenter graphiquement l'efficacité de l'action menée dans les domaines d'importance critique. Le Comité consultatif a appris que ces indicateurs avaient été mis en commun avec d'autres missions et avec le Service de l'informatique et des communications (Département de l'appui aux missions), qui construisait en ce moment un outil pour l'élaboration du rapport mensuel (A/62/781, par. 67).

Recommandations du Comité des commissaires aux comptes

38. Le Comité consultatif note les observations faites par le Comité des commissaires aux comptes en ce qui concerne la MINUL et **demande que les recommandations formulées par le Comité soient appliquées dans les meilleurs délais.** Il relève en particulier l'observation faite par le Comité au sujet de la longueur des délais d'approbation des marchés et les mesures qui avaient été prises pour réduire ces délais, dont l'établissement d'un tableau récapitulatif par la Mission lui permettant de contrôler les délais d'approbation des achats (A/62/764, sect. V.C). Sur sa demande, le Comité a été informé que la publication de ce tableau récapitulatif permet de se faire une idée d'ensemble du cycle et des activités d'achat et que, en tant qu'outil de gestion, il met en relief la charge de travail excessive incombant à certains membres du personnel, ce qui permet de redistribuer le travail.

V. Conclusion

39. La teneur de la décision attendue de l'Assemblée générale au sujet du financement de la MINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 est indiquée au paragraphe 47 du rapport sur l'exécution du budget de la Mission pour cet exercice (A/62/648). **Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 38 411 300 dollars ainsi que les autres recettes et ajustements, d'un**

montant de 46 097 200 dollars, soient portés au crédit des États Membres selon des modalités qui seront arrêtées par l'Assemblée.

40. La teneur de la décision attendue de l'Assemblée générale au sujet du financement de la MINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 est indiquée au paragraphe 134 du projet de budget de la Mission pour l'exercice considéré (A/62/764). **Le Comité consultatif recommande, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la MINUL, que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant de 603 708 000 dollars pour le fonctionnement de la Mission pendant l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009.**

Documentation

- Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 (A/62/648)
- Budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 (A/62/764)
- Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2008/183)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/62/781)
- Mission des Nations Unies au Libéria : exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 : rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/61/852/Add.7)
- Résolution 61/286 de l'Assemblée générale sur le financement de la Mission des Nations Unies au Libéria
- Résolutions 1509 (2003), 1694 (2006) et 1777 (2007) du Conseil de sécurité

Annexe I

Mission des Nations Unies au Libéria : dépenses engagées et dépenses prévues pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008

(En dollars des États-Unis)

	Du 1 ^{er} juillet 2007 au 31 mars 2008			Dépenses prévues du 1 ^{er} avril au 30 juin 2008	Total des dépenses engagées et prévues	Montant estimatif du solde inutilisé	Écart en pourcentage	Explication des économies ou dépassement de crédits
	Crédit ouvert (1)	Dépenses engagées (2)	Solde inutilisé (3)=(1)-(2)	(4)	(5)=(2)+(4)	(6)=(1)-(5)	(7)=(6)/(1)	
Militaires et personnel de police								
Observateurs militaires	11 061 800	7 943 907	3 117 893	2 756 806	10 700 713	361 087	3,3	Les économies projetées sont principalement imputables au fait que le taux de vacance de postes (6 %) a été inférieur à celui qui avait été budgétisé (5 %), à quoi s’ajoute la réduction des dépenses au titre des voyages lors du déploiement, de la relève et du rapatriement.
Soldats des contingents	301 613 800	200 946 124	100 667 676	98 889 597	299 835 721	1 778 079	0,6	Les économies projetées sont imputables à plusieurs éléments : paiements inférieurs aux prévisions en ce qui concerne les sommes à rembourser pour le coût des contingents (1,3 million de dollars); diminution des sommes à rembourser au titre du matériel majeur appartenant aux contingents (5 millions de dollars) en raison du rapatriement anticipé de deux contingents; montant inférieur aux prévisions en ce qui concerne les charges à prévoir en cas de décès et d’invalidité (2,4 millions de dollars), ce montant étant en partie compensé par le rapatriement anticipé du matériel appartenant au contingent de la Namibie en octobre 2007 et du matériel appartenant au contingent du Bangladesh en février 2008, ce qui a entraîné une augmentation du coût des contrats d’affrètement aérien (2,3 millions de dollars) et des indemnités de subsistance (missions) versées aux officiers d’état-

	Du 1 ^{er} juillet 2007 au 31 mars 2008			Dépenses prévues du 1 ^{er} avril au 30 juin 2008 (4)	Total des dépenses engagées et prévues (5)=(2)+(4)	Montant estimatif du solde inutilisé (6)=(1)-(5)	Écart en pourcentage (7)=(6)/(1)	Explication des économies ou dépassement de crédits
	Crédit ouvert (1)	Dépenses engagées (2)	Solde inutilisé (3)=(1)-(2)					
								major (4,6 millions de dollars) par rapport à août 2007.
Police des Nations Unies	30 700 600	22 830 204	7 870 396	7 358 658	30 188 862	511 738	1,7	Les économies projetées sont principalement imputables au fait que les indemnités de subsistance (missions) ont été inférieures aux prévisions, à quoi s'est ajoutée une diminution du coût des voyages au titre du déploiement, de la relève et du rapatriement.
Unités de police constituées	14 467 100	12 681 106	1 785 994	1 518 356	14 199 462	267 638	1,8	Les économies projetées sont principalement imputables à la relève par l'ONU des pays fournissant des contingents et au fait qu'une seule relève a eu lieu pour une unité de police constituée, dans la mesure où cette unité a été prolongée d'un an, ainsi qu'au fait que les charges inscrites au budget en cas de décès et d'invalidité ont été moindres que prévu, ce qui a été en partie contrebalancé par le déploiement intégral des unités de police constituées alors qu'un taux de vacance de postes de 2 % avait été budgétisé.
Total partiel	357 843 300	244 401 341	113 441 959	110 523 417	354 924 758	2 918 542	0,8	
Personnel civil								
Personnel recruté sur le plan international	89 625 900	62 617 582	27 008 318	21 041 850	83 659 432	5 966 468	6,7	Les économies projetées sont imputables principalement au fait que les dépenses communes de personnel ont été inférieures aux montants budgétés, essentiellement par suite du faible taux de renouvellement du personnel recruté sur le plan international, de la diminution des prestations au titre du congé dans les

	Du 1 ^{er} juillet 2007 au 31 mars 2008			Dépenses prévues du 1 ^{er} avril au 30 juin 2008 (4)	Total des dépenses engagées et prévues (5)=(2)+(4)	Montant estimatif du solde inutilisé (6)=(1)-(5)	Écart en pourcentage (7)=(6)/(1)	Explication des économies ou dépassement de crédits
	Crédit ouvert (1)	Dépenses engagées (2)	Solde inutilisé (3)=(1)-(2)					
								foyers et de la réduction des montants déboursés pour assurer la sécurité des domiciles par rapport aux prévisions.
Personnel recruté sur le plan national	16 080 000	11 302 978	4 777 022	6 093 512	17 396 490	(1 316 490)	(8,2)	Les dépassements de crédits projetés sont imputables principalement à un relèvement des traitements à compter du 1 ^{er} février 2007 et au paiement exceptionnel d'un montant non renouvelable au titre du reclassement du personnel exerçant des attributions plus importantes, avec effet rétroactif au 1 ^{er} juillet 2006, augmentation qui a été en partie compensée par un taux de vacances projeté (24 %) plus élevé que prévu (10 %) en ce qui concerne les fonctionnaires recrutés sur le plan national.
Volontaires des Nations Unies	10 868 700	8 027 595	2 841 105	2 750 891	10 778 486	90 214	0,8	Pas d'explication
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	515 900	435 933	79 967	183 818	619 751	(103 851)	(20,1)	Le dépassement de crédit projeté est principalement imputable à un relèvement des traitements du personnel recruté sur le plan national dont le coût est imputé sur les crédits ouverts pour le recrutement de personnel temporaire (autre que pour les réunions), à quoi s'est ajoutée la nécessité de recruter du personnel temporaire supplémentaire non prévu.
Total partiel	117 090 500	82 384 088	34 706 412	30 070 071	112 454 159	4 636 341	4,0	
Dépenses opérationnelles								
Personnel fourni par le Gouvernement	—	—	—	—	—	—	—	
Observateurs civils (élections)	—	—	—	—	—	—	—	
Consultants	855 600	298 676	556 924	562 526	861 202	(5 602)	(0,7)	Pas d'explication

	Du 1 ^{er} juillet 2007 au 31 mars 2008			Dépenses prévues du 1 ^{er} avril au 30 juin 2008 (4)	Total des dépenses engagées et prévues (5)=(2)+(4)	Montant estimatif du solde inutilisé (6)=(1)-(5)	Écart en pourcentage (7)=(6)/(1)	Explication des économies ou dépassement de crédits
	Crédit ouvert (1)	Dépenses engagées (2)	Solde inutilisé (3)=(1)-(2)					
Voyages	2 203 500	1 361 477	842 023	681 829	2 043 306	160 194	7,3	Les économies projetées sont principalement imputables au fait que le nombre des voyages effectués en dehors de la zone de la Mission a été moins élevé que prévu.
Installations et infrastructures	69 696 900	41 667 721	28 029 179	24 754 671	66 422 392	3 274 508	4,7	Les économies projetées sont imputables à un certain nombre de facteurs : annulation des services de restauration destinés aux officiers d'état-major par suite du paiement d'une indemnité de subsistance (missions); diminution des loyers pour le logement des contingents, ceux-ci ayant été déplacés dans un bâtiment de la MINUL construit sur un terrain appartenant au Gouvernement libérien; diminution des capacités de soutien logistique autonome des pays qui fournissent des contingents dans des sous-catégories telles que la restauration, les installations électriques et le matériel de bureau, à quoi se sont ajoutés le rapatriement non prévu de deux unités et une diminution des coûts en ce qui concerne l'achat de groupes électrogènes au titre des contrats-cadres; et réduction des achats du matériel de sécurité et de sûreté du fait d'une réduction effective des coûts et de la disponibilité partielle des articles en stock. Les économies ont été en partie compensées par une augmentation du nombre de projets ayant dû être exécutés sur place, par la hausse des dépenses de fret et par l'achat de pièces de rechange supplémentaires pour les ponts et l'infrastructure.

	Du 1 ^{er} juillet 2007 au 31 mars 2008			Dépenses prévues du 1 ^{er} avril au 30 juin 2008 (4)	Total des dépenses engagées et prévues (5)=(2)+(4)	Montant estimatif du solde inutilisé (6)=(1)-(5)	Écart en pourcentage (7)=(6)/(1)	Explication des économies ou dépassement de crédits
	Crédit ouvert (1)	Dépenses engagées (2)	Solde inutilisé (3)=(1)-(2)					
Transports terrestres	19 343 900	14 156 343	5 187 557	5 439 476	19 595 819	(251 919)	(1,3)	Le dépassement de crédit projeté est imputable à la fluctuation des taux de change, ce qui est en partie compensé par des économies tenant à plusieurs facteurs : diminution des charges à prévoir au titre de l'assurance responsabilité civile par suite du rapatriement de véhicules appartenant aux contingents; frais de location inférieurs aux prévisions du fait de la non-disponibilité sur le marché local de véhicules et de matériel conformes aux normes de l'ONU; et réduction de la consommation de carburant, contrebalancée en partie par l'augmentation du coût du carburant.
Transports aériens	69 139 200	61 054 802	8 084 398	9 224 199	70 279 001	(1 139 801)	(1,6)	Le dépassement de crédit projeté est imputable au coût élevé des nouveaux avions B-757 et B-1900, en partie compensé par des économies (2 866 349 dollars) principalement imputables à la diminution de la consommation de carburant par suite de l'utilisation de l'avion B-757 à moindre consommation énergétique au lieu de l'avion B-727 qui avait été prévu.
Transports maritimes	3 002 700	2 591 752	410 948	410 965	3 002 717	(17)	(0,0)	Sans objet
Transmissions	20 273 900	11 598 220	8 675 680	4 242 982	15 841 202	4 432 698	21,9	Les économies projetées sont imputables principalement à une diminution des capacités de soutien logistique autonome des pays qui fournissent des contingents, à quoi s'ajoutent les facteurs suivants : incidence du rapatriement non prévu de deux unités et amélioration de la couverture du réseau cellulaire au Libéria, ce qui réduit la nécessité de disposer de matériel radio supplémentaire; et déploiement de nouveaux équipements hertziens, ce qui réduit les besoins en pièces de rechange.

	Du 1 ^{er} juillet 2007 au 31 mars 2008			Dépenses prévues du 1 ^{er} avril au 30 juin 2008 (4)	Total des dépenses engagées et prévues (5)=(2)+(4)	Montant estimatif du solde inutilisé (6)=(1)-(5)	Écart en pourcentage (7)=(6)/(1)	Explication des économies ou dépassement de crédits
	Crédit ouvert (1)	Dépenses engagées (2)	Solde inutilisé (3)=(1)-(2)					
Informatique	4 207 000	3 719 861	487 139	523 072	4 242 933	(35 933)	(0,9)	Sans objet
Services médicaux	13 752 200	6 507 972	7 244 228	5 631 447	12 139 419	1 612 781	11,7	Les économies projetées sont principalement imputables au fait qu'un grand nombre d'évacuations de blessés ou de malades depuis la zone de la Mission jusqu'à un hôpital de niveau IV à Accra sont effectuées sur des vols de l'ONU et non pas en faisant appel à des compagnies commerciales ainsi qu'à une réduction de la capacité de soutien logistique autonome des pays qui fournissent des contingents, à quoi s'ajoute l'effet du rapatriement non budgétisé de deux unités.
Matériel spécial	5 255 100	2 625 170	2 629 930	446 925	3 072 095	2 183 005	41,5	Les économies projetées s'expliquent principalement par la diminution des capacités de soutien logistique autonome des pays qui fournissent des contingents, dont les effets se conjuguent avec ceux du rapatriement non prévu au budget de deux unités.
Fournitures, services et matériel divers	4 666 800	3 347 572	1 319 228	1 193 713	4 541 285	125 515	2,7	Les économies projetées sont principalement imputables à divers facteurs : annulation de l'imagerie satellite et son remplacement par un programme de mise en place d'un système d'information géographique (économie de 81 000 dollars); achats moins nombreux de matériel divers (52 000 dollars); réduction des coûts d'impression et de reproduction (46 000 dollars); et diminution du coût des équipements de protection individuelle (économie de 50 000 dollars); abaissement des primes d'assurance du fait que les dépenses relatives aux fonds en transit ont été inférieures aux prévisions, ce qui est en partie contrebalancé par le paiement non prévu de primes d'assurance pour la Pan-African Plaza à Monrovia (37 500 dollars)

	Du 1 ^{er} juillet 2007 au 31 mars 2008			Dépenses prévues du 1 ^{er} avril au 30 juin 2008 (4)	Total des dépenses engagées et prévues (5)=(2)+(4)	Montant estimatif du solde inutilisé (6)=(1)-(5)	Écart en pourcentage (7)=(6)/(1)	Explication des économies ou dépassement de crédits
	Crédit ouvert (1)	Dépenses engagées (2)	Solde inutilisé (3)=(1)-(2)					
Projets à effet rapide	1 000 000	698 298	301 702	301 701	999 999	1	0,0	Sans objet
Total partiel	213 396 800	149 627 864	63 768 936	53 413 506	203 041 370	10 355 430	4,9	
Total brut	688 330 600	476 413 293	211 917 307	194 006 994	670 420 287	17 910 313	2,6	
Recettes provenant des contributions du personnel	11 719 600	6 447 745	5 271 855	2 149 248	8 596 993	3 122 607	26,6	
Total net	676 611 000	469 965 548	206 645 452	191 857 745	661 823 293	14 787 707	2,2	
Valeur des contributions volontaires en nature (budgétisées)	52 800	39 600	–	–	39 600	13 200	25,0	
Total général	688 383 400	476 452 893	211 917 307	194 006 994	670 459 887	17 923 513	3,0	

Annexe II

Récapitulatif par composante des modifications de tableau d'effectifs proposées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009)

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre et modification</i>
Composante 2 : consolidation de la paix			
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (relèvement et gouvernance)	+1	AN	Spécialiste des questions d'environnement (poste créé par conversion d'un poste de temporaire)
	-1	AN/PT	Spécialiste des questions d'environnement (poste de temporaire converti en poste)
	-1	VNU	Spécialiste de l'information (poste de VNU supprimé)
Total partiel	-1		
Groupe de la planification et des politiques	-1	P-5	Spécialiste hors classe des affaires politiques (poste supprimé)
Total partiel	-1		
Bureau de la communication et de l'information	-1	P-3	Réalisateur d'émissions radiophoniques (poste reclassé)
	+1	AN	Réalisateur d'émissions radiophoniques (poste reclassé)
Total partiel	–		
Section du relèvement, de la réadaptation et de la réintégration	-2	P-4	Spécialistes du relèvement, de la réadaptation et de la réintégration (postes supprimés)
	+4	AN	Spécialistes du relèvement, de la réadaptation et de la réintégration (postes créés par conversion de postes de temporaire)
	-4	AN/PT	Spécialistes du relèvement, de la réadaptation et de la réintégration (postes de temporaire convertis en postes)
Total partiel	-2		
Bureau d'appui au Coordonnateur de l'action humanitaire	-1	P-4	Spécialiste des affaires humanitaires (poste supprimé)
	-1	P-3	Spécialiste des affaires humanitaires (poste supprimé)
	-1	G-1/G-6	Assistant administratif (poste supprimé)
	-4	AL	Assistants administratifs (3 postes G-4 supprimés) et assistant de bureau (1 poste G-2 supprimé)
	-1	VNU	Spécialiste des affaires humanitaires (1 poste de VNU supprimé)
Total partiel	-8		
Section des affaires civiles	-3	P-4	Spécialistes des affaires civiles (secteurs 1 à 3) (postes supprimés)
	+5	AN	Spécialistes des affaires civiles (postes reclassés)
	-2	VNU	Spécialistes des affaires civiles (postes de VNU reclassés)
Total partiel	–		

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre et modification</i>
Composante 3 : état de droit			
Division de l'appui au système juridique et judiciaire	-1	P-4	Conseiller juridique (poste reclassé)
	-1	G-1/G-6	Assistant administratif (poste reclassé)
	+1	AN	Conseiller juridique (poste reclassé)
	+1	AL	Assistant administratif (poste reclassé)
Total partiel	-		
Section des droits de l'homme et de la protection des personnes	-1	P-3	Spécialiste des droits de l'homme (poste supprimé)
Total partiel	-1		
Composante 4 : appui			
Section des services généraux	-1	P-3	Spécialiste du contrôle du matériel et des stocks (poste supprimé)
Total partiel	-1		
Centre mixte des opérations logistiques	-1	P-3	Spécialiste du soutien logistique (poste supprimé)
Total partiel	-1		
Section du contrôle des mouvements	+1	AL	Assistant au contrôle des mouvements (poste reclassé)
	-1	VNU	Assistant au contrôle des mouvements (poste de VNU reclassé)
Total partiel	-		
Section du génie	-1	SM	Mécanicien pour groupes électrogènes (poste reclassé)
	+3	AL	Mécanicien pour groupes électrogènes, assistant (budget) et assistant au matériel (secteur 3A) (3 postes reclassés)
	-2	VNU	Assistant (budget) et assistant au matériel (secteur 3A) (2 postes de VNU reclassés)
Total partiel	-		
Section des transmissions et de l'informatique	-2	SM	Techniciens des télécommunications (postes reclassés)
	+2	AL	Techniciens des télécommunications (postes reclassés)
Total partiel	-		
Section des transports	-1	SM	Technicien (véhicules) (poste supprimé)
	+31	AL	19 chauffeurs et 12 techniciens (véhicules) (postes créés)
	-1	VNU	Répartiteur (poste de VNU supprimé)
Total partiel	+29		
Section des approvisionnements	-1	P-3	Administrateur chargé des fournitures (poste supprimé)
	-1	SM	Assistant aux fournitures (poste supprimé)
	-2	AL	Assistant (stocks et fournitures) et assistant (entrepôts) (2 postes supprimés)
Total partiel	-4		
Section de la sécurité	+20	AL	15 pompiers et 5 chauffeurs de camion de pompiers (postes créés)
Total partiel	+20		

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre et modification</i>
Total			
Personnel recruté sur le plan international	-21		
Personnel recruté sur le plan national	+64		
VNU	-8		
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	-5		
	—		
Total général	+30		

AL = agent local; AN = administrateur recruté sur le plan national; PT = personnel temporaire (autre que pour les réunions);
SM= agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.